

P-V DE LA REUNION DU 1^{er} juin 2010

REUNION DU COMITE D'ACCOMPAGNEMENT POUR LES INSTALLATIONS NUCLEAIRES DE FLEURUS-FARCIENNES.

Présents:

Madame Muriel GLAUDE, Responsable du Département Environnement Province de HAINAUT et **Présidente du Comité.**

Autorités communales:

Monsieur Christian COURTOY, Conseiller communal Ville de FLEURUS

Monsieur Claude MASSAUX, Conseiller communal Ville de FLEURUS

Monsieur Francis PIEDFORT, Echevin de l'Environnement Ville de FLEURUS

Représentants du site nucléaire:

Monsieur Michel BOLAND, Communication Manager I.R.E.

Madame Leila BOUDAKA, Chargée de communication I.R.E.

Monsieur Marc BLEUS, Responsable sécurité I.R.E.

Monsieur Philippe DAMHAUT, Directeur Isotopes Médicaux MDS NORDION

Monsieur Dimitri DUBOIS, Safety Manager STERIGENICS S.A.

Monsieur Vincent LUYCKX, General Manager STERIGENICS S.A.

Monsieur Guy STRYKERS, EHS Manager MDS NORDION

Monsieur Jean-Michel VANDERHOFSTADT, Directeur Général I.R.E.

Monsieur Philippe VANWOLLEGHEM, Directeur, I.B.A.

Autorités provinciales:

Monsieur Bruno ZORZI, Attaché au Cabinet du Gouverneur de la Province de HAINAUT

Représentants de la population:

Madame Elisabeth DECLEVE, Vie Féminine (FLEURUS)

Monsieur Rudy PERES, GALF (FLEURUS)

Monsieur Albert SCHLEIPER, Président de l'Association FARCIENNES+

Monsieur Gian-Carlo TOMASI, Riverain (FARCIENNES)

Madame Christiane VASSART, Ligue des Familles (FLEURUS)

Monsieur Pierre WYNS, Riverain (FLEURUS)

Autres :

Monsieur Bernard BARBIEAUX, Responsable de la Communication - Administration communale de FARCIENNES

Madame Béatrice MANGELSCHOTZ, Infirmière sociale représentant le Secrétariat du Bourgmestre de la Ville de FLEURUS

Monsieur Michel WANET, Responsable du service Communication de la Ville de FLEURUS

Excusés:

Monsieur Philippe BARBIER, Riverain (FLEURUS)

Monsieur Hughes BAYET, Bourgmestre, Administration communale de FARCIENNES

Monsieur Jean-Luc BORREMANS, Bourgmestre de la Ville de FLEURUS

Monsieur ZORZI a demandé à pouvoir présenter le quatrième point prévu à l'ordre du jour à savoir "Plans d'urgence: exercice prévu fin juin" en début de réunion, ce point sera donc abordé immédiatement après l'approbation du procès verbal de la réunion précédente.

Premier point:

Approbation du procès verbal de la réunion du 26 janvier 2010

Il n'y a pas de remarque, le procès verbal est approuvé.

Madame GLAUDE propose à l'avenir de se charger des procès verbaux car au niveau des communes, il semble que la charge de travail ne permette pas toujours d'envoyer rapidement le procès verbal provisoire.

La proposition est acceptée.

Deuxième point:

Plans d'urgence: exercice prévu fin juin

Monsieur ZORZI précise qu'un exercice sera réalisé le 28 juin à l'I.R.E. L'objectif est de tester le plan d'urgence externe ainsi que la coordination et la communication entre les autorités fédérales, provinciales et communales. Il ne s'agira cependant pas d'un exercice de grande ampleur.

Une séance d'information pour l'ensemble de la population est prévue le mardi 15 juin à 19h à la salle omnisports de LAMBUSART. C'est une séance ouverte, toute personne intéressée peut y assister et poser des questions. En fonction du scénario qui sera retenu, il est possible que les sirènes externes soient actionnées. Afin que les réactions des différents acteurs soient aussi proches que possible de celles d'une situation réelle, ce scénario n'est pas connu.

L'information à la population dépasse le périmètre des deux communes, c'est le périmètre plus large qui est concerné ce qui représente six communes.

Cet exercice permettra également de tester la coopération qu'il y a entre le plan d'urgence de l'I.R.E. et les autres entreprises.

Troisième point:

Réactions suite à la diffusion de l'émission "Devoir d'enquête"

Pour sa part, Madame GLAUDE, même si elle comprend très bien qu'il ne soit pas possible de diffuser tout ce qui avait été enregistré, regrette que l'émission n'ait pas mentionné que l'équipe n'avait rencontré aucune difficulté pour filmer une réunion du comité, ce qui montrait que ce comité d'accompagnement fonctionnait en toute transparence.

Monsieur SCHLEIPER pense que les gens ont eu une impression négative suite à cette émission.

Beaucoup considèrent que l'émission était négative pour l'I.R.E. et que c'est surtout le Comité de vigilance qui a été mis en avant, on a très peu parlé du comité d'accompagnement.

Pour l'I.R.E., la réaction a été un peu mitigée. On avait pris une position d'ouverture, on a essayé d'être aussi transparent que possible. Il y a eu un peu de découragement dans le personnel.

Monsieur VANDERHOFSTADT pense que c'est le politique, entouré d'experts qui doit s'adresser aux riverains pour avoir un message aussi cohérent que possible.

En ce qui concerne l'expert français que l'on a vu dans l'émission, il vient d'un organisme privé qui est dans la mouvance de Greenpeace et dont la mission est d'apporter des informations contradictoires à celles des pouvoirs publics qui sont considérées comme n'étant pas nécessairement toujours crédibles.

Monsieur PIEDFORT a l'impression qu'il y a un manque total de confiance chez le citoyen. Créer un climat de confiance demande des années mais pour le détruire, cela va très vite.

Madame VASSART note que l'émission a donné la parole à l'I.R.E. et aux riverains. Les uns et les autres ont pu donner leur point de vue. Ce qui est normal dans une société démocratique.

L'objectivité de la presse est toutefois un peu mise en cause par certains membres du comité.

Monsieur BARBIEAUX ne croit pas qu'il y ait un choix préalable de privilégier une version plutôt qu'une autre mais cela reflète assez bien ce que pense la population. Au niveau de l'Administration communale on s'est posé la question de savoir si on allait réagir ou pas. Finalement, on a choisi de ne pas le faire car présenter des experts c'est difficile. Par contre, se posent des questions auxquelles il faudra répondre et une des pistes serait de réaliser une étude de santé au niveau de la population riveraine. Cela permettrait d'objectiver.

Monsieur PIEDFORT confirme que la population est demandeuse de cette étude.

Monsieur ZORZI estime que cela peut prendre beaucoup de temps pour avoir une étude sérieuse.

Monsieur BOLAND pense que l'I.R.E. ne peut pas avoir aujourd'hui un crédit total vis à vis de la population. Il y a une information qui se fait dans la durée. Dans l'émission, la part des choses est faite, il y a l'interview du pharmacien qui dit qu'il y a une augmentation du nombre de cancers mais il y a aussi celle d'un médecin qui dit n'avoir rien remarqué. Nous voulons travailler dans la durée. Tout le monde a intérêt à ce qu'il y ait une étude sérieuse.

Madame DECLEVE signale que Vie Féminine avait interpellé la Ministre de la Santé mais il n'y a jamais eu de réponse officielle. On a eu un appel téléphonique signalant que cette étude allait bientôt commencer.

Monsieur ZORZI pense qu'il n'y a pas un manque de volonté politique mais il faut mettre en place tout un processus au niveau méthodologique. Le procès verbal pourrait être relayé vers la Ministre ou son successeur pour bien montrer que les différentes parties sont demandeuses.

Il semble effectivement qu'une équipe travaille actuellement sur la méthodologie et il se pourrait que l'étude sorte en 2011. Mais pour avoir des résultats qui veulent dire quelque chose, il faut beaucoup d'informations. La difficulté c'est de trouver un échantillon de population suffisamment représentatif. Il faut aussi comparer une population cible à une population témoin. Il y a beaucoup de paramètres à prendre en compte, les habitudes de vie, l'alimentation,...

Monsieur MASSAUX pense qu'on peut déjà faire des statistiques sur base des médicaments que les gens prennent.

On a aussi fait toute une série de prélèvements et on n'a rien trouvé. Des analyses de la radioactivité dans l'eau ont été effectuées à la demande de la S.W.D.E. et on n'en a pas détecté.

Monsieur SCHLEIPER demande si on peut fournir des informations sur les déficiences du réseau TELERAD soulignées dans l'émission.

Monsieur VANDERHOFSTADT précise que lors de l'accident de 2008, le réseau n'avait rien détecté car son seuil de détection était supérieur au niveau de radioactivité qui était dans l'environnement mais pour détecter des situations graves, ce réseau fonctionne.

Monsieur BOLAND suggère que Monsieur VANDECASTEEL de l'A.F.C.N. vienne faire un exposé sur le réseau TELERAD au Comité d'accompagnement.

Monsieur ZORZI signale qu'il sera déjà là le 15 juin mais on peut également lui demander de venir à une prochaine réunion.

Monsieur SCHLEIPER pense qu'il faut être clair vis à vis des gens. Le réseau est-il totalement fiable et dans ce cas, il faut le démontrer ou s'il ne l'est pas comment peut-on l'améliorer?

C'est l' A.F.C.N. qui peut répondre à cette question. Madame GLAUDE va donc l'interroger, même si Madame DE BEULE ne peut assister à toutes les réunions, cela ne l'empêche pas de répondre aux questions qui sont posées lors des réunions.

Monsieur VANDERHOFSTADT propose au Comité d'accompagnement de venir une fois à l'IRE pendant la journée et de faire une visite des installations.

Cela permettra de mieux comprendre ce qui s'y fait. Des journées portes ouvertes ont déjà été réalisées. Cette année encore, l'I.R.E. participe à la Journée Découverte Entreprises.

Monsieur TOMASI voudrait connaître la durée de vie de l'iode parce que même si le rejet est minime au bout d'un certain temps si cela s'accumule, cela peut faire beaucoup.

La durée de demi-vie de l'iode est de 8 jours et les mesures réalisées dans l'environnement n'ont pas révélé de radioactivité. On a fait des mesures dans l'eau, dans l'air et dans le lait.

Les limites imposées pour les rejets sont des limites pour le site et non par entreprise.

Pour l'I.R.E., il n'y a pas que l'iode, il y a aussi du molybdène qui est destiné uniquement aux hôpitaux.

NORDION a également du xénon dont la durée de demi-vie est inférieure à celle de l'iode 131 et dont la nocivité est moindre. Il y a aussi du fluor 18.

Quatrième point:

Partenariat entre l'I.R.E. et l'Institut de Recherche Nucléaire de REZ en Tchéquie

Monsieur VANDERHOFSDADT a fait un communiqué de presse mi-mai pour signaler le partenariat conclu entre l'I.R.E. et l'Institut de Recherche Nucléaire de REZ. Ce partenariat a pour but de s'assurer l'approvisionnement en matières premières pendant les périodes où il y a pénurie. Il ne s'agit pas d'augmenter la production c'est pour faire face aux difficultés d'approvisionnement quand les autres réacteurs sont à l'arrêt. Copie de ce communiqué de presse en annexe.

Cinquième point:

Dernières nouvelles des entreprises: projets, incidents,...

Pour NORDION, il n'y a rien à signaler depuis la dernière réunion tant en terme d'incident que de projet.

STERIGENICS n'a pas connu d'incident. L'entreprise a un projet d'extension mais ce projet existe depuis 1999, il s'agit de construire une nouvelle usine plus moderne qui sera située à côté de l'actuelle et répondant encore mieux à nos besoins en matière de production et de sécurité.

Pour I.B.A. il n'y a pas eu d'incident non plus. Il y a le projet de développer un nouveau produit pour détecter le cancer du rein. On devrait obtenir l'autorisation de mise sur le marché début de l'année prochaine.

Pour l'I.R.E. il y a eu quelques incidents sans conséquence mais on s'était engagé à communiquer toutes les anomalies.

Le 7 février, il y a eu un problème de déverrouillage qui n'a pas eu de conséquence radiologique. Le 17 mars, il y a eu un problème de vidange de cuve. Le 13 avril on a eu un début de feu dans un soupirail où il y avait des grandes feuilles mais aucun produit radioactif.

En ce qui concerne les projets, outre le partenariat précité, on a celui de créer une filiale qui sera mise sur pied le 23 juin pour des activités de développement dans le domaine pharmaceutique. Cela n'entraînera pas d'augmentation de l'activité radiologique sur le site. Le Gouvernement a accordé une subvention juste avant sa chute. En principe c'est acquis. Voir le communiqué de presse du 5 mars ci-joint.

On a aussi des subventions de la Région wallonne pour développer des activités avec GOSSELIES qui a investi dans la médecine nucléaire.

Ces projets n'engendreront pas d'augmentation de la quantité d'isotopes sur le site.

Les rejets dans l'atmosphère ont été historiquement les plus bas.

Sixième point:

Divers

A la demande de Monsieur MASSAUX qui voulait savoir où en était le plan de communication proposé par les entreprises, Monsieur PEREZ précise que pour son groupement les propositions conviennent.

Depuis la réunion du mois de novembre 2009 au cours de laquelle ces propositions ont été faites, les entreprises ont d'ailleurs déjà informé rapidement les membres du comité de tout incident même sans conséquence.

Compte tenu de la présentation des résultats de l'exercice de fin juin à la fin du mois d'octobre, la prochaine réunion est fixée au **mardi 16 novembre 2010 à 18 heures dans les locaux de l'Administration communale de FARCIENNES.**

Comme il n'y a plus de remarque ou de question, Madame GLAUDE remercie les personnes présentes pour leur participation.